

04.06.2009

Interview avec Jean-Louis Naveau,

Interview avec Jean-Louis Naveau, membre du comité directeur de l'EMB, président de l'OPL en France :

« Il nous faut obtenir une réduction des volumes de lait pour que les prix puissent remonter ; avec toute notre force. »

1) Il y a en France depuis trois semaines des actions....des laiteries sont bloquées, des citernes arrêtées et des supermarchés assiégés. Comment cela se passe ?

Pour répondre à cette question, il me faut d'abord décrire ce qui s'est passé au début du mois de mai. Il s'est tenu des négociations sur le prix du lait entre l'industrie laitière et la branche laitière de la fédération agricole. Elles se sont d'abord terminées sans résultats et déjà le lendemain les laiteries annonçaient des prix du lait à 21 centimes d'euro (3,8% de matières grasses et 3,2% de protéine). Certaines de celles qui ont une forte proportion en produits industriels sont même descendues à 19 centimes. Un tel niveau avait toujours été impensable en France. En janvier, les producteurs laitiers obtenaient encore 32 centimes et en mars 30 centimes. Et maintenant une telle somme. La colère des éleveurs était immense et s'est vite déchargée dans un certain nombre d'actions.

2) De quelles actions s'agit-il et quelle est leur ampleur ?

La fédération agricole a appelé d'abord à des actions ; mais les membres ne tardèrent pas à ne plus écouter les directives des responsables. Ils n'ont pas mis fin aux actions quand on leur demandait et ont engagé d'autres mesures que celles proposées par Paris. Un exemple qui vient de ma région : 50 citernes de lait ont été réquisitionnées dans un village pendant 5 jours, tant et si bien que le lait d'un grand nombre d'éleveurs n'a plus été collecté des jours durant. D'autres actions visaient les chaînes de supermarché. Les producteurs laitiers se sont rendus dans les filiales et ont recouvert les rayons contenant le lait bon marché d'une bâche où était marqué « interdit de toucher ». Ils se sont parfois heurtés à la résistance de la direction. Quand tel était le cas, les éleveurs prenaient tout le lait qui se trouvait dans le rayon et quittaient le supermarché sans payer. Les actions ont lieu dans toute la France mais c'est dans l'Ouest que les altercations sont les plus fortes.

3) Comment votre fédération, l'OPL, a-t-elle réagi à la baisse du prix du lait ?

Nous avons également appelé à des actions, souvent en coopération avec la Confédération Paysanne et l'APLI (Association des Producteurs de lait indépendants). Le 25 mai, par exemple, le jour de la grande manifestation EMB de Bruxelles, environ 400 éleveurs se sont rendus à Bruxelles tandis que les autres participaient avec les collègues des deux autres fédérations à la grande manifestation de Rennes pour revendiquer une régulation souple des quotas. A l'échelle régionale, de nombreuses actions ont eu lieu devant des laiteries et aussi des préfectures car de notre point de vue, il faut des conditions cadres politiques pour faire remonter les prix du lait à un niveau rémunérateur. Et naturellement, la grève du lait reste toujours un sujet de débat ; nous avons du mal à retenir nos membres qui veulent pour certains commencer tout de suite. Ces prix leur mettent le couteau sous la gorge. Ce sont 3000 euros qu'une exploitation française de moyenne importance perd par rapport au moins d'avant.

4) Depuis mercredi, il y a un nouvel accord sur les prix du lait...

Cet accord ne mérite pas le papier sur lequel il a été signé. 28 centimes, la moyenne de prix pour l'année 2009 ! Comme nous avons eu dans les 32 centimes les premiers mois de l'année, pas difficile de calculer ce que cet accord signifie pour les prix sur le reste de l'année. Sans oublier que les laiteries qui traitent en premier lieu des produits industriels comme le lait en poudre et le beurre peuvent descendre jusqu'à une moyenne annuelle de 26,2 centimes. Les 30 millions en plus promis par le Ministre Barnier représentent sur l'année et pour tous les éleveurs 0,13 de centimes par litre !

5) Que va maintenant faire l'OPL ?

Devant cet accord, la colère des éleveurs est immense et ils sont nombreux à quitter la fédération agricole. Les producteurs laitiers engagent des actions spontanément et demandent la grève du lait en dernier secours.

Mais il est bien clair que le problème que nous avons est européen. Il faut faire pression sur la Commission européenne et sur les ministres européens de l'agriculture afin qu'ils baissent les quotas pour 2009 et mettent en place une souple régulation de ces quotas. Nous ne l'obtiendrons que si nous, les producteurs laitiers européens, nous agissons tous ensemble. L'assemblée générale des membres que l'EMB organise début juillet est pour cela capitale ; là on verra si les autres pays de l'EMB se décident aussi pour une grève du lait.

6) Qu'est-ce que cela veut dire pour votre travail en France dans les prochaines semaines ?

Nous continuerons certainement à organiser des actions de différentes natures qui viseront aussi bien les laiteries que les supermarchés et les politiques. La prochaine grande action sera de bloquer les autoroutes dans tout le pays. Il faut montrer clairement que les producteurs laitiers ne peuvent pas survivre avec ces prix et qu'il faut engager très rapidement des mesures politiques adéquates pour que les prix montent. Les producteurs laitiers français ne peuvent pas rester confinés chez eux, ils doivent agir. Nous allons organiser en qualité d'OPL des actions d'information, aussi en coopération avec l'APLI afin d'expliquer les différents contextes et nous préparer à une grève.

7) La grève est le seul recours qui reste ?

Nous avons l'impression que oui. Mais l'EMB a posé son ultimatum, la politique a le temps d'agir. Nos positions sont claires : il faut réduire les quotas pour 2009 pour ainsi adapter l'offre à la demande. La baisse des volumes est le seul moyen d'obtenir des prix plus élevés. Par ailleurs, il faut à l'avenir des conditions cadres car ce qui est maintenant prévu en France (des contrats signés entre le producteur et la laiterie qui fixent la quantité et la qualité sans indiquer de prix) est tout à fait inacceptable. Dans une grève du lait, le producteur laitier est maître de son produit, il ouvre le robinet quand il veut et décide de ne plus livrer son lait. La grève est un recours extrême mais il nous faut sauver ce principe que le producteur laitier soit justement maître de son produit et de la plus-value qu'il en tire. Pour que les exploitations laitières aient un avenir.

[<<< back](#)